



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France,  
sur l'examen au cas par cas « ad hoc » réalisé par  
la commune d'Ermenonville,  
sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme  
d'Ermenonville (60)**

n°GARANCE 2023-7507

**Avis conforme**  
**rendu en application**  
**du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 28 novembre 2023, en présence de Philippe Ducrocq, Philippe Gratadour, Valérie Morel, Pierre Noualhaguet, et Jean-Philippe Torterotot,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-33 à R.104-38 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 18 avril 2023 portant désignation d'un président de mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 2 mai 2023 portant cessation de fonction et nomination de membres de la mission régionale d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 19 juillet 2023 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu le dossier d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) réalisé pour avis conforme et déposé par la commune d'Ermenonville, le 9 octobre 2023, relatif à la modification n°1 du plan local d'urbanisme d'Ermenonville (60) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 18 octobre 2023 ;

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme porte sur l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) de l'Ermitage située en zone UA, et a pour objet de réajuster le périmètre et les dispositions de l'OAP, le projet d'aménagement de la zone ayant évolué ;

Considérant que le projet de modification du plan local d'urbanisme a également pour objet de procéder à quelques ajustements réglementaires :

- assouplir les dispositions réglementaires de l'article 11 relatif à l'aspect extérieur des constructions des zones UA, UB, A, N et UG ;
- modifier les prescriptions de l'article 11 relatives aux clôtures en zone N au regard de la loi du 2 février 2023 visant à limiter l'engrillagement des espaces naturels et à la protection de la propriété privée ;
- clarifier la qualification des espaces de pleine terre à l'article 13 ;

### **Rend l'avis qui suit :**

La modification n°1 du plan local d'urbanisme d'Ermenonville n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et il n'est pas nécessaire de la soumettre à une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la personne publique responsable rendra une décision en ce sens.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

Un nouveau dossier d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis conforme, fait l'objet de modifications.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 28 novembre 2023,

Pour la Mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France  
Son Président



Philippe GRATADOUR